

BVGer D-5138/2006 vom 23. Dezember 2009

Bundesverwaltungsgericht, 2009-12-23, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_D-5138_2006

FR: TAF D-5138/2006 du 23 décembre 2009

IT: TAF D-5138/2006 del 23 dicembre 2009

Regeste

Asile et renvoi

Erwägungen

E. 1.1

Le Tribunal administratif fédéral (ci-après: le Tribunal) statue de manière définitive sur les recours contre les décisions, au sens de l'art. 5 PA, rendues par l'ODM en matière d'asile et de renvoi (art. 105 de la loi sur l'asile du 26 juin 1998 [LAsi, RS 142.31] en relation avec les art. 31 à 33 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral [LTAF, RS 173.32]; art. 83 let. d ch. 1 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral [LTF, RS 173.110]).

E. 1.2

Les recours qui étaient pendants devant la CRA au 31 décembre 2006 sont traités par le Tribunal, entré en fonction le 1er janvier 2007, dans la mesure où il est compétent. Tel est le cas en l'espèce. Le nouveau droit de procédure s'applique (art. 53 al. 2 LTAF).

E. 1.3

Le requérant a qualité pour recourir. Présenté dans la forme et le délai prescrits par la loi, le recours est recevable (art. 48 al. 1, 50, dans sa version antérieure au 1er janvier 2007, s'agissant d'un recours déposé avant cette date, et 52 PA).

E. 2

La Suisse accorde l'asile aux réfugiés sur demande, conformément aux dispositions de la LAsi. L'asile comprend la protection et le statut accordés en Suisse à des personnes en Suisse en raison de leur qualité de réfugié. Il inclut le droit de résider en Suisse (art. 2 LAsi).

E. 3.1

Sont des réfugiés les personnes qui, dans leur Etat d'origine ou dans le pays de leur dernière résidence, sont exposées à de sérieux préjudices ou craignent à juste titre de l'être en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social déterminé ou de leurs opinions politiques. Sont notamment considérées comme de sérieux préjudices la mise en danger de la vie, de l'intégrité corporelle ou de la liberté, de même que les mesures qui entraînent une pression psychique insupportable. Il y a lieu de tenir compte des motifs de fuite spécifiques aux femmes (art. 3 al. 1 et 2 LAsi).

E. 3.2

La crainte face à des persécutions à venir, telle que comprise à l'art. 3 LAsi, contient un élément objectif, au regard d'une situation ancrée dans les faits, et intègre également dans sa

définition un élément subjectif. Sera reconnu réfugié, celui qui a de bonnes raisons, c'est-à-dire des raisons objectivement reconnaissables pour un tiers (élément objectif), de craindre (élément subjectif) d'avoir à subir selon toute vraisemblance et dans un avenir prochain une persécution. En d'autres termes, pour apprécier l'existence d'une crainte fondée, l'autorité se posera la question de savoir si une personne raisonnable et sensée redouterait elle aussi, dans les mêmes circonstances, d'être persécutée en cas de retour dans sa patrie. Sur le plan subjectif, il doit être tenu compte des antécédents de l'intéressé, notamment de l'existence de persécutions antérieures, et de son appartenance à un groupe ethnique, religieux, social ou politique l'exposant plus particulièrement à de telles mesures; en particulier, celui qui a déjà été victime de persécutions antérieures a des raisons d'avoir une crainte subjective plus prononcée que celui qui n'en a encore jamais subies. Sur le plan objectif, cette crainte doit être fondée sur des indices concrets qui peuvent laisser présager l'avènement, dans un avenir peu éloigné et selon une haute probabilité, de mesures déterminantes selon l'art 3 LAsi. Il ne suffit pas, dans cette optique, de se référer à des menaces hypothétiques, qui pourraient se produire dans un avenir plus ou moins lointain (MINH SON NGUYEN, Droit public des étrangers, Berne 2003, p. 421; ASTRID EPINEY/BERNHARD WALDMANN/ANDREA EGBUNA-JOSS/MAGNUS OESCHGER, Die Anerkennung als Flüchtling im europäischen und schweizerischen Recht, in: Jusletter 26 mai 2008, p. 33; ATAF 2008/12 consid. 5.1 p. 154; Jurisprudence et informations de la Commission suisse de recours en matière d'asile [JICRA] 2004 no 1 consid. 6a p. 9, JICRA 2000 no 9 consid. 5a p. 78, JICRA 1997 no 10 consid. 6 p. 73 s., arrêts et doctrine cités).

E. 3.3

Quiconque demande l'asile (requérant) doit prouver ou du moins rendre vraisemblable qu'il est un réfugié. La qualité de réfugié est vraisemblable lorsque l'autorité estime que celle-ci est hautement probable. Ne sont pas vraisemblables notamment les allégations qui, sur des points essentiels, ne sont pas suffisamment fondées, qui sont contradictoires, qui ne correspondent pas aux faits ou qui reposent de manière déterminante sur des moyens de preuve faux ou falsifiés (art. 7 LAsi).

E. 4.1

En l'occurrence, en dépit de quelques zones d'ombre, les motifs d'asile allégués et étayés par de nombreux moyens de preuve, paraissent hautement probables. L'ODM considère toutefois que l'intéressé n'a pas de crainte fondée de persécution en cas de retour en Turquie, question qu'il reste à examiner.

E. 4.2

Il est établi que le recourant, alors membre actif d'un groupe d'extrême gauche, a purgé la peine liée à sa participation à l'attaque d'un poste de police (cf. let. A). Libéré en [...], il ne saurait donc plus se prévaloir d'une crainte objectivement et subjectivement fondée de persécution en cas de retour en Turquie pour les faits ayant abouti à dite peine.

E. 4.3

Il est aussi établi qu'ultérieurement à sa libération, le recourant a été dénoncé, le [...], par deux camarades comme responsable du Dev-Sol et a fait l'objet d'un rapport de la police antiterroriste (Tim-1) du [...] adressé à la cour de sûreté de l'Etat d'E. _____.

Contrairement à ce que soutient l'ODM, il ne peut être exclu qu'une fiche - inaccessible notamment aux représentations étrangères en Turquie - existe à l'encontre du recourant, au

sein de la police antiterroriste spécialisée dans l'interrogatoire des militants de mouvements d'extrême-gauche et dont les méthodes pour faire avouer les gens sont connues ni, par conséquent, que la procédure classée faute de preuve soit réouverte. A cet égard, il y a lieu de relever que les dénonciateurs ont eux-mêmes subi des mauvais traitements et ont passé de longues années en détention en raison de leurs liens et activités au sein du parti auquel appartient le recourant (cf. arrêt [...]). De surcroît, ce dernier, qui est connu des autorités comme un partisan d'extrême-gauche pour avoir été condamné en raison d'activités considérées comme illégales, apparaît dorénavant, aux yeux des autorités turques, comme un responsable du parti (cf. les procès-verbaux d'audition du [...] et le rapport de la section antiterroriste cités sous let. A supra). Dès lors, A. _____ peut nourrir une crainte objectivement et subjectivement fondée de subir des préjudices sérieux et ciblés de la part des autorités de son pays d'origine. Il remplit par conséquent les conditions mises par l'art. 3 LAsi à la reconnaissance de la qualité de réfugié.

E. 5.1

Les conditions de l'art. 3 LAsi étant remplies, A. _____ devrait se voir reconnaître la qualité de réfugié, au sens de l'art. 3 LAsi. Il convient toutefois d'examiner si une clause d'exclusion de la qualité de réfugié pourrait faire échec à une reconnaissance de ce statut, dans la mesure où le prénommé a participé à l'attaque d'un poste de police, expédition au cours de laquelle un policier a été tué, qu'il a été condamné, pour ce crime, à la peine de mort, qu'il a ultérieurement, et par ailleurs, été dénoncé comme responsable du Dev-Sol et a, pour cette raison, fait l'objet d'un rapport de la police antiterroriste (cf. let. A supra).

E. 5.2

Entrent dans le champ d'application de l'art. 1F de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (Convention, RS 0.142.30), les actes à ce point répréhensibles que les personnes dont on a de bonnes raisons de croire qu'elles les ont commis (non pas les victimes de tels actes) sont indignes de la protection internationale que confère cette Convention. La mise en oeuvre de l'art. 1F Convention s'étend à tous les criminels, mais seulement à ceux qui se sont rendus coupables des agissements les plus graves et les plus inacceptables, exhaustivement énumérés dans la disposition en question (cf. notamment: Epiney/Waldmann/Egbuna-Joss/Oeschger, op. cit., ch. 46, p. 11: "Die vorgeworfenen Straftaten müssen dabei von einer solchen Schwere sein, dass die Schutzwürdigkeit der betreffenden Person selbst bei festgestelltem Risiko einer drohenden Verfolgung zu verneinen ist. Es ist daher unerlässlich, bei der Prüfung eines Asylantrages immer zuerst die Flüchtlingseigenschaft und erst anschliessend das Vorliegen der Voraussetzungen von Art. 1F GFK zu prüfen ("inclusion before exclusion"), da sonst eine Bewertung der gesamten Umstände des Falles nicht möglich ist"). Autrement dit, les personnes qui craignent avec raison d'être persécutées pour les motifs mentionnés à l'art. 1A ch. 2 Convention ne peuvent se voir reconnaître la qualité de réfugié lorsqu'il existe de sérieuses raisons de penser qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité (let. a) ou un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil avant d'être admises comme réfugiés (let. b), ou qu'elles se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies (let. c).

E. 5.3

Du fait de sa participation à une action armée du Devrimci-Sol qui a abouti au décès d'un policier, le recourant ne pourrait se voir appliquer l'art. 1F let. a ou c Convention. Quant à la

let. b de cette disposition, elle ne trouve en règle générale pas application pour les personnes qui ont satisfait à la justice pénale, qui ont été graciées ou qui ont bénéficié d'une amnistie, à moins qu'il ne puisse être démontré qu'en dépit de la grâce ou de l'amnistie, les antécédents criminels de l'intéressé l'emportent sur les autres considérations (HCR, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, Genève 1992, par. 157, p. 40 s.). En l'espèce, la question de savoir si elle devrait s'appliquer malgré le fait que le recourant a été condamné, a purgé une partie de sa peine avant d'être amnistié, puis libéré en [...], ne se pose pas. En effet, comme cela ressort des explications de l'intéressé ainsi que de l'acte d'accusation au dossier, le crime grave qu'il a commis n'entre pas dans le cadre de ceux visés par l'art. 1F let. b Convention, car il s'agit d'une infraction politique.

E. 5.4

Dès lors que le recourant remplit les conditions de l'art. 3 LAsi (consid. 4.3) et qu'aucune clause d'exclusion de l'art. 1F Convention ne lui est applicable, la qualité de réfugié doit lui être reconnue.

E. 6.1

Il convient encore d'examiner si l'asile doit lui être refusé par application de l'art. 53 LAsi. Aux termes de cette disposition, en effet, l'asile n'est pas accordé au réfugié qui en est indigne en raison d'actes répréhensibles, qui a porté atteinte à la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse ou qui la compromet.

E. 6.2

Selon la jurisprudence de la CRA dont il n'y a pas lieu de se distancier, il faut en principe entendre, par "actes répréhensibles", les infractions, commises en Suisse ou à l'étranger, passibles d'une peine privative de liberté supérieure à trois ans (JICRA 1993 no 8 p. 46), quand bien même la peine finalement infligée n'est pas lourde, voire assortie du sursis, cela à la condition que l'intéressé manifeste une dangerosité particulière (cf. art. 10 al. 2 du code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP, RS 311.0) entré en vigueur depuis le 1er janvier 2007 et art. 9 aCP; cf. JICRA 1998 no 28, p. 234 ss); il peut même y avoir indignité avant le prononcé de condamnation, pour autant, bien entendu, que la réalité des faits reprochés ne fasse aucun doute (Walter Stöckli, Asyl, in: Peter Uebersax/Beat Rudin/Thomas Hugi Yar/Thomas Geiser [Hrsg.] Ausländerrecht, Handbücher für die Anwaltspraxis, Band VIII, 2ème éd., Bâle 2009, ch. 11.52, p. 541; Schweizerische Flüchtlingshilfe SFH [Hrsg.], Handbuch zum Asyl- und Wegweisungsverfahren, Bern/Stuttgart/Wien 2009, p. 199 s.; JICRA 1996 no 18 consid. 7d p. 179 ss). Des indices suffisants (JICRA 1999 no 12 p. 83) doivent indiquer que la personne incriminée a commis des actes graves, tels que des meurtres perpétrés dans le cadre d'une action armée, ou a travaillé au service d'une organisation terroriste qui ne connaît pas d'autres formes d'activité militante (JICRA 2004 no 21 consid. 5a-5b p. 143 ss, JICRA 2002 no 9 consid. 7 p. 79 ss). Selon la jurisprudence et la doctrine, en vertu du principe de la proportionnalité, il y a lieu de tenir compte du temps écoulé depuis la commission de l'infraction, en s'inspirant des règles relatives à la prescription de l'action pénale. En effet, la disposition relative à l'indignité n'a pas un caractère pénalisant ou moralisateur, mais sert, bien plus, à la protection de l'Etat d'accueil et de sa population en exprimant l'intérêt public à l'éloignement des personnes qui, en raison de leur délinquance passée, risquent très vraisemblablement de commettre de nouvelles infractions. Cet intérêt public s'amenuise au fur et à mesure que s'éloigne le temps où les faits répréhensibles ont été commis (JICRA 1996 no 40 spéc. consid. 6b p. 354; Minh Son

Nguyen, Droit public des étrangers, Berne 2003, p. 460; Stöckli, op. cit., p. 541).

E. 6.3

En l'espèce, la participation du recourant, en tant que membre du Devrimci-Yol, à une action armée ayant abouti au décès d'un policier constitue un acte répréhensible qui conduit à l'indignité de l'asile au sens de l'art. 53 LAsi. Toutefois, et sous l'angle du principe de la proportionnalité dont il y a lieu de tenir compte, force est de constater que cet infraction, commise en [...], remonte à [...] et que A. _____ n'a depuis lors, et selon les pièces du dossier, pas commis d'autres actes répréhensibles. Il ne saurait donc plus aujourd'hui se voir opposer le bénéfice de l'asile par application de la disposition précitée, étant précisé que l'accusation portée contre lui par H. _____ et I. _____ d'être un responsable du Dev-Sol n'est pas de nature à permettre la mise en oeuvre de cette clause d'exclusion.

E. 7

Il s'ensuit que le recours doit être admis et la décision de l'ODM du 21 décembre 2005 annulée.

E. 8.1

Vu l'issue de la cause, il n'y a pas lieu de percevoir des frais de procédure (art. 63 al. 1 et 2 PA).

E. 8.2

Conformément à l'art. 7 al. 1 et 2 du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral (FITAF, RS 173.320.2), le recourant, qui a eu gain de cause, a droit à des dépens pour les frais nécessaires causés par le litige. Eu égard au décompte de prestations du 18 mai 2009 produit par son mandataire, l'indemnité due à ce titre est fixée à Fr. 2'812.45.-, TVA comprise. (dispositif page suivante)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.